

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-hongroises et sur la situation des Français à l'étranger, à Budapest le 14 septembre 2007.

Mesdames, et Messieurs,

Je voudrais que mes premiers mots soient pour remercier notre Ambassadeur qui va quitter ce poste pour en prendre un autre, d'une grande importance, même s'il n'est pas encore passé au Conseil des Ministres ! Vous remercier vous aussi, Madame car j'imagine que cette résidence si chaleureuse, si accueillante, qui fait honneur à la France, vous doit beaucoup.

Je voudrais saluer, bien sûr, Jean-Pierre JOUYET, le ministre des Affaires européennes, lui redire mon amitié. Je voudrais saluer également le Président du groupe d'amitié France-Hongrie au Sénat qui fait beaucoup pour le rapprochement de nos deux pays.

J'ai voulu venir ici pour plusieurs raisons. Bien sûr, j'ai des raisons personnelles. La Hongrie est le pays de mon père. Il y a vécu et il en est parti dans des conditions particulièrement dramatiques comme nombre de Hongrois à l'époque. Mais il n'y a pas que cela.

La Hongrie est un pays qui a forcé l'admiration de l'Europe de l'Ouest parce qu'elle a su garder sa joie de vivre, sa vitalité, alors qu'elle était sous le joug soviétique.

La Hongrie a su garder sa personnalité. Ce n'était pas simple. La Hongrie a été martyrisée en 1956. La Hongrie s'est libérée pacifiquement et seule. Et la Hongrie a beaucoup compté dans la réunification de l'Europe.

C'était une façon pour moi de rendre hommage à ce pays avec lequel l'histoire n'a pas été tendre. La Hongrie a toujours payé cash les erreurs de ses dirigeants.

Et aujourd'hui, c'est ne pas aimer et ne pas comprendre la Hongrie que d'oublier la trace de l'histoire, les blessures de l'histoire. La France, dans ces moments douloureux, a joué un rôle. Et, en même temps, la Hongrie est sans doute l'économie de l'Europe centrale qui s'est le plus modernisée. Elle est sans doute le pays dont on est le plus proche. Ils sont magyars, mais on les croirait presque latins. En tout cas, ils ne sont pas slaves. Je ne critique pas. Dans ma position, je ne peux critiquer personne. Enfin, moi-même étant moitié magyar...

Lorsqu'on se promène dans les rues de Budapest, ville que je connais bien, on se sent profondément en Europe, on se sent dans la famille. Budapest est une capitale européenne comme Madrid, comme Paris, comme tant d'autres. On ne pose pas de questions sur la réunification de la famille.

Ce que j'ai voulu dire au Président hongrois, comme au Premier ministre hongrois, c'est qu'il fallait que la Hongrie assume pleinement sa situation de pays d'Europe. Dans mon esprit, il n'y a pas les pays d'Europe qui ont droit à la parole et ceux qui n'y ont pas droit. Il n'y a pas les petits pays et les grands pays. Je veux ce partenariat stratégique avec la Hongrie. Parce que nous devons, ensemble, porter la modernisation de l'Europe. La Hongrie a fait un grand honneur à la France en me demandant de parler devant le Parlement, magnifique et si symbolique bâtiment. Je voulais vous remercier vous tous et vous toutes du mal que vous vous donnez pour la présence de la France, pour les intérêts économiques de la France. Parce que si le commerce extérieur de la France a des problèmes, il n'en a pas ici. Si, je sais, le fisc, les impôts, les taxes qui arrivent par hasard, mais cela progresse !

Et surtout, je voulais vous dire que je vous suis très reconnaissant. en tant que Chef de l'Etat. de

...entendu, je voulais vous dire que je vous dois une reconnaissance, en tant que chef de l'Etat, de la part que vous prenez au rayonnement de la France. La France ne peut pas vouloir une vocation universelle et ne pas avoir des Français qui franchissent la frontière, qui rompent avec leurs habitudes. Et je mesure qu'habiter loin de chez soi est le sens de l'aventure mais, en même temps, des déchirements. Il n'était pas question pour moi de venir sans vous rencontrer, ne serait-ce que pour vous remercier de ce que vous faites et de ce que vous portez.

La France a besoin de vous par le rôle que vous jouez à l'extérieur pour son rayonnement. Mais la France a besoin de vous également parce que vous êtes au contact du vaste monde et vous devez expliquer à nos compatriotes ce qui se passe dans le monde. C'est-à-dire que vous devez expliquer que le changement est inéluctable et que, si on ne change pas, on sera en arrière, on sera en retard. Vous devez expliquer, me semble-t-il, que les réformes que je suis en train de porter, il faut les faire pour que la France reste ce pays à nul autre pareil.

Je suis venu vous dire que ceux d'entre vous qui s'expatrient doivent être assurés de trouver une place lorsqu'ils reviennent dans leurs administrations, dans leurs entreprises. Je n'aime pas l'idée qui consiste à dire que puisque l'un est parti à Budapest, en Hongrie, il a vocation à partir en Irak. C'est-à-dire qu'il n'y aurait qu'une carrière d'expatrié, sans retour. Je le dis pour l'administration, comme je le dis pour le privé. Il n'y a pas deux catégories : ceux qui acceptent l'étranger et ceux qui restent en métropole. Il devrait y avoir l'ensemble des salariés et des responsables qui acceptent de tenter une aventure pour s'enrichir, enrichir la structure pour laquelle ils travaillent et revenir en étant valorisés, pas en étant pénalisés. Il n'est pas admissible que quelqu'un qui tente l'aventure du départ soit pénalisé parce que les petits copains, restés au centre, s'arrangent pour qu'on ne lui laisse pas de place quand il revient. Vous, les Ambassadeurs, ce n'est pas pareil. De toute manière, vous avez fait les mêmes écoles, vous vous connaissez depuis l'école, le lycée. A vous de choisir les bons copains ! C'est-à-dire celui qui réussit, celui qui tire derrière. Je pense vraiment qu'il faut faire très attention à cela : que celui qui part sait qu'il peut revenir et qu'il peut revenir valorisé et pas pénalisé. J'imagine également tous les soucis pour la scolarité des enfants, etc. On va porter dans le prochain budget une réforme assez importante. Je souhaite que les études en terminale soient gratuites. Il y a quelque chose que je ne comprends pas. En métropole, on ne paye pas pour les études de ses enfants et je ne vois pas pourquoi les Français hors de France devraient payer. Il va de soi que si vos entreprises veulent continuer à payer, qu'elles le fassent !

Je sais également que quand un conjoint a l'opportunité de partir à l'extérieur pour vivre sa carrière, suivre son destin professionnel, c'est bien souvent l'autre qui paye. Je parle des conjoints, pas des femmes, parce que j'ai bien conscience que parler uniquement de la situation des femmes comme conjoints est très sexiste. A l'un, la responsabilité passionnante à la direction d'un grand groupe, à l'autre les petits cours de français une heure par semaine. C'est du vécu et je comprends parfaitement tout ceci. Je vais proposer de grands changements notamment pour l'organisation de la fonction publique. Pour qu'il y ait davantage de mobilité et qu'on ne soit pas obligé de choisir entre sa carrière professionnelle et sa vie personnelle. Cela n'a aucun sens. Un jour, on va se retrouver dans une situation où il n'y aura plus personne pour être préfet, plus personne pour être ambassadeur. Parce que la génération où des femmes sacrifiaient toute leur carrière sans aucune reconnaissance, ni personnelle, ni sociale, ni professionnelle, est une situation que l'on ne retrouvera plus. Parce que chacun d'entre nous veut pour ses enfants une formation, un métier. Et donc, dans les métiers aussi particuliers que ceux de préfet, d'ambassadeur, la question du statut du conjoint est clairement posée. Pour ma part, je n'accepte pas que l'épouse de l'ambassadeur n'ait même pas le droit de signer un bon de commande, ce qu'a le droit de faire un maître d'hôtel. C'est profondément humiliant et ce n'est pas respectueux d'une personne qui porte l'atmosphère d'une maison et qui permet, en l'occurrence, à son mari, de se déployer professionnellement. Je veux changer cela parce que sinon, nous aurons de grands problèmes pour recruter des femmes et des hommes de qualité, cher Jean-Pierre, dans la diplomatie.

Enfin, dernier point, j'ai été élu il y a quatre mois. C'est une très lourde charge, j'ai une très lourde responsabilité. Je ferai en sorte de ne pas vous décevoir. Mais j'ai besoin de votre soutien.

J'en ai besoin parce que cela fait trop d'années qu'on explique à la France qu'il y a le temps, qu'il ne faut pas faire tout de suite, que demain ce sera plus facile, qu'il faut faire une réforme après l'autre. Moi, je vais toutes les faire en même temps. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas d'autre choix. Et je ne peux le réussir que si le peuple de France le comprend et que j'arrive à garder ce contact.

La question n'est plus celle de la gauche et de la droite. Cette question a été tranchée par les élections. La question est de savoir si nous modernisons notre pays pour l'adapter au monde d'aujourd'hui tout en restant fidèles à notre histoire, à notre identité et à nos valeurs. C'est très exactement la question posée. J'ai un mandat et je vais le remplir. Et je vais le remplir en ayant conscience qu'il n'y a pas d'autre choix et que c'est maintenant qu'il faut le faire. Il y a une opportunité, en quelque sorte historique, de mettre en oeuvre ce que l'on attendait depuis si longtemps.

J'ai une certaine sérénité pour le faire. Parce que j'ai été élu pour cela et je vais le faire. Mais si je peux penser que, dans un coin de la Hongrie, du côté de Budapest et du Danube, il y a un petit groupe d'irréductibles français qui sont prêts, au-delà de leur différences, à comprendre et à le soutenir, cela fera du bien.

Merci à tous.